

sations traditionnelles de la classe ouvrière, la création du P.S.U. paraît modifier la situation politique de la gauche qui semble ainsi disposer d'une possible carte de rechange.

Le douloureux abcès que constituait la guerre d'Algérie complique singulièrement le tableau décrit précédemment. La nature profonde du gaullisme s'en trouve camouflée. De Gaulle semble être en place pour poursuivre la guerre à la place du personnel politique de la IV<sup>e</sup> République défaillant. Ce sera le mérite de quelques dirigeants du P.C.F. comme Laurent Casanova et aussi d'hommes comme Serge Mallet d'avoir saisi dès le début les tâches historiques que la bourgeoisie française allait déléguer à De Gaulle. Mais le facteur dominant, c'est l'apparente précarité du pouvoir gaulliste : ce que les généraux d'Alger avaient fait, il pouvaient le défaire.

Ce sont ces facteurs combinés qui expliquent, somme toute, la relative facilité de la fusion entre une minorité de la S.F.I.O. regroupée dans le P.S.A. et l'U.G.S., mouvement issu de la rencontre entre quelques chrétiens de gauche et les produits les plus divers de la crise du stalinisme. L'urgence des tâches et la place vide sur le devant de la scène politique expliquent cette hâte. Mais aussi la confusion idéologique inhérente à un tel regroupement.

Le P.S.U. est bien né au moment même où apparaissaient au grand jour et la crise du stalinisme et une crise de la social-démocratie européenne, à une époque où apparaissaient en Europe d'autres organisations de type centriste. Il n'est pas pour autant né directement de cette double crise. Il suffit, pour s'en convaincre d'examiner plus attentivement ses rameaux constitutifs, le P.S.A., l'U.G.S. et Tribune du Communisme.

*Rupture avec la social-démocratie ?* Mais les hommes qui composaient le P.S.A. n'avaient en rien rompu sur le fond, avec l'idéologie social-démocrate. La rupture de la minorité socialiste — avec laquelle flirtait à l'époque Gaston Defferre —, d'avec la S.F.I.O., s'est faite sur le double problème du colonialisme (opposition à la politique algérienne de Mollet et de Lacoste) et sur le refus du soutien au coup d'Etat gaulliste de 1958. Cette rupture réunissait donc deux éléments : des réactions « généreuses » et « humanistes » sur l'Algérie d'une part, et la « tripe républicaine » et anti-« pouvoir personnel » sur la question du gaullisme d'autre part. C'était la rupture de sociaux-démocrates honnêtes avec la crapulerie.

Une fois arrivés au P.S.U., Verdier, Savary, et Daniel Mayer, les leaders de ce courant, ne cessèrent d'expliquer qu'ils avaient avec Guy Mollet des désaccords sur les méthodes, non sur le fond.

Dans cette période précise, ils étaient bien plus proches de la tradition « blumiste » que des dernières racines ouvrières de la social-démocratie. A la seule exception de Michel Rocard, les gens qu'ils entraînaient n'ont fait que traverser

le P.S.U. sans le marquer durablement. Les « leaders » sont vite revenus à la vieille maison.

*Alors rupture d'avec le stalinisme ?* Si l'on entend par là la dizaine de militants groupés autour de Jean Poperen et de Marcel Pénin, dans *Tribune du Communisme* (et gonflée pour les besoins de la fusion), la rupture était mince. Le retour quelques années plus tard de Marcel Pénin au P.C.F. en traçait les limites comme l'éclaire la politique que mène aujourd'hui Jean Poperen au Parti socialiste. Quant à l'U.G.S., on pouvait certes parler, pour certains de ses leaders venant de la Nouvelle Gauche — ceux qui pouvaient tenter de donner à la nouvelle organisation une coloration marxiste : Craipeau, Filiatre, Naville, Vincent — de rupture avec le stalinisme. Mais elle était pour le moins déjà ancienne : il s'agissait, en fait, de cadres issus, à des titres divers du mouvement trotskyste.

Certes, la place politique qu'occupait à sa naissance le P.S.U. était une place laissée vacante par la double crise du stalinisme et de la social-démocratie. Mais il n'est pas directement né de cette double crise, à l'exemple de ce qu'ont été en Italie la naissance du P.S.I.U.P. et celle du Manifesto, des pans entiers d'organisations social-démocrates ou stalinien-nes rompant avec leur idéologie d'origine. L'originalité du P.S.U. est à chercher dans le troisième rameau de la fusion, l'U.G.S., ou plus précisément à travers une de ses composantes le M.L.P. Car le M.L.P. traduisait un phénomène nouveau : *l'accession à la prise de conscience politique la radicalisation d'une partie des milieux chrétiens à la vie politique hors des principaux courants du mouvement ouvrier* (leur seule expérience s'était faite quand ils avaient suivi de près ou de loin l'itinéraire du M.R.P.). Ces militants n'avaient aucune rupture politique à effectuer. Ils arrivaient vierges, révoltés par les injustices sociales du capitalisme et par la manière dont le colonialisme français bafouait ouvertement les notions mêmes de fraternité et de dignité humaine. Féroce-ment ouvriéristes, mais souvent dotés d'une réelle sensibilité populaire, réfractaires à la sclérose des partis traditionnels, voire méfiants à l'égard de l'action politique et de ses « magouilles », avides de tout ce qui était « nouveau » (c'est-à-dire de tout ce qui pouvait fonder théoriquement l'originalité de leur démarche historique) les militants du M.L.P. donnèrent au P.S.U. beaucoup de ses cadres locaux, d'une étonnante longévité si on les compare à ceux issus de la S.F.I.O. Le P.S.U. n'a donc pas eu à se développer parmi les couches du type chrétiens de gauche, comme certains d'entre nous l'ont jadis écrit : *il y est né.*

Un autre facteur marquait le P.S.U. dès sa naissance : le choix fait par Pierre Mendès-France et la minorité radicale, à travers le Comité d'action démocratique (C.A.D.), d'adhérer au P.S.A. puis au P.S.U. Cette adhésion ne se fit pas sans